

Un poids lourd de l'opposition attendu mardi de pied ferme à Bujumbura

PANA, 05 août 2013 Bujumbura, Burundi - L'ancien chef rebelle des Forces nationales de libération (FNL, principal parti d'opposition), Agathon Rwasa, est annoncé par ses proches à Bujumbura pour mardi à 10 heures 15 minutes locales (8 heures 15 minutes GMT) d'une provenance non encore connue, après trois années d'exil politique à l'étranger. Ses proches continuaient, lundi, à entretenir un mystère autour de ce que le porte-parole des FNL, Aimé Magera, a appelé une «réapparition» de M. Rwasa qui rencontrera les militants et les journalistes au courant de la journée de mardi. Entre temps, le parti est tombé en ruine et le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, a déjà avisé que M. Rwasa n'a plus la qualité de représenter les FNL devant la loi et sera, de ce fait, accueilli en «simple citoyen», tandis que les contrevenants à cette règle, du côté des militants et sympathisants, seront considérés comme des «auteurs de troubles à l'ordre public». Les FNL font partie d'une Alliance de démocrates pour le changement (ADC) dont la dizaine de leaders avait fui l'étranger, ou s'était mis dans la clandestinité, par peur du climat post-électoral tendu de 2010. Le Burundi prépare de nouvelles élections générales en 2015 et nombreux sont d'anciens exilés politiques qui ont commencé à regagner le bercail depuis le mois de mars dernier. Le chef historique du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD, ex-principal rebelle), Léonard Nyangoma, quant à lui, fait partie du dernier carré d'opposants politiques encore en exil à l'étranger qui continuent à ignorer les appels répétés du pouvoir à rentrer et reprendre la vie politique normale. Au niveau de la communauté internationale, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Burundi, le diplomate d'origine gabonaise Parfait Onanga-Anyanga, joue également un rôle important dans l'apaisement du climat politique national qui a été couronné par le succès d'une première rencontre entre le pouvoir et l'opposition, en mars 2013, depuis la fin des dernières élections générales de 2010.